

Véronique Bouchard  
Née le 18 juin 1967

Professeur à la faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Rennes 1  
Laboratoire Iode, UMR CNRS n°6262  
Section CNU : 01  
[veronique.bouchard@univ-rennes1.fr](mailto:veronique.bouchard@univ-rennes1.fr)

## Curriculum vitae

### Diplômes et qualifications :

- Habilitation à diriger les recherches, obtenue le 17 janvier 1994
- Doctorat en droit. Thèse pour le doctorat de l'Université de Rennes 1: Les contrats onéreux et les relations familiales, sous la direction de Monsieur le Professeur Francis Kernaléguen, soutenue le 17 janvier 1994 avec mention très honorable et les félicitations du jury
- DJCE, (Faculté de Droit de Rennes) mention assez bien, obtenu en 1990
- Certificat d'études spécialisées en droit des sociétés de l'Université de Lyon 3, mention assez bien, obtenu en 1990.

### Activités professionnelles :

- o Professeur à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes 1 depuis le 1er septembre 2015
- Maître de conférences à la faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Rennes1 du 1<sup>er</sup> septembre 1995 au 1<sup>er</sup> septembre 2015, rattachée au laboratoire IODE (UMR CNRS 6262, département CRJO, centre de recherches en droit privé)
- Directrice du Master 2 Droit notarial depuis septembre 2014
- Responsable pédagogique du Master 1 Droit privé, parcours droit notarial.
- Responsable pédagogique de la 3<sup>e</sup> semestrialité du DSN
- Allocataire de recherche/moniteur, puis ATER à la Faculté de Droit de Rennes de 1990 à 1995

### Descriptif des activités d'enseignant-chercheur

#### -Activités d'enseignement :

Pour l'année 2018/2019 : Cours magistraux

- Master 2 Droit notarial (Rennes1): Droit patrimonial de la famille (40 heures)

- Master 2 droit notarial (Caen) : Droit rural (36 heures)
- Master 2 Ingénierie fiscale , juridique et patrimoniale (Rennes1) : Droit patrimonial de la famille (20 heures)
- Master 2, Actualité Juridique et Comptable de l'Entreprise Agricole : Les activités agricoles, le statut des baux ruraux. (28 heures)
- Master 1 : Droit rural et Droit des Régimes matrimoniaux
- licence professionnelle « métiers du notariat », Droit rural
- DSN (Diplôme supérieur de Notariat) : Techniques de liquidation et de partage des communautés et des successions
- Institut des Hautes études en Droit rural et économie agricole (Ihedrea de Rennes) : droit agraire, droit patrimonial de la famille appliqué à l'entreprise agricole

Pour mémoire, au titre des années précédentes :

- en 2010/2012 : Droit des biens L3
- Jusqu'en 2012 : En capacité (2<sup>e</sup> année) : Droit privé notarial
  - de 2004 à 2008 : en M2 Droit de la protection sociale : Droit des personnes
  - de 2000 à 2008 : en M1 : Droit des successions et des libéralités
  - de 2000 à 2009 : à l'école de notariat de Rennes, Droit commercial et droit des régimes ma-
- en M2 Environnement et droit (formation continue) : Droit rural
- en 2003/2004 : en L2 : Droit des affaires
- De 1997 à 1999 : en L3 : Droit des contrats spéciaux

#### -Activité de recherche :

- Lauréate 2015 de la fondation pour les sciences sociales

#### -Ouvrage :

- o Manuel de droit rural, en collaboration avec Marc Hérial, éditions ellipses 2007, collection Droit notarial, 2<sup>e</sup> édition 2011.

#### -Articles et contributions à des ouvrages collectifs et revues

- o Libres propos pour une neutralisation raisonnée des créances liées au financement du logement familial, à paraître au Defrénois 2019
- o La réforme belge du droit des successions : convergences et divergences avec le droit positif français, in Patrimonium 2018, ouvrage collectif sous la directions de W. Pintens et C.Declerck, éd ;Die Keure, 2018, p 511 à 521
- o L'avenir du contrôle de la jouissance des terres agricoles, actes du colloque de Poitiers 16 mars 2018, in La réforme du foncier rural : demander l'impossible ; éd Lexisnexis 2018, p113 à 121
- o Le logement du conjoint survivant, actes du colloque de Nantes 23 mars 2018, in JCP N 2018, n°42 p34 à 39
- o Le droit de préemption de la Safer en cas d'aliénation à titre gratuit : faut-il indiquer une estimation du bien dans la déclaration informative ? Le donateur confronté à

une décision de préemption peut-il renoncer à l'opération ? Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale, 22 juin 2017, 703

- Le droit de préemption de la SAFER s'étend-il aux aliénations de fonds agricoles ? Lexbase Hebdo- Edition privée Générale, 4 mai 2017, 697
- La liberté de transmettre sous les regards croisés du contrôle des structures et de la SAFER, Defrénois 23 nov.2017, p.14
- La valorisation du travail domestique en droit patrimonial de la famille : une perspective française, actes du séminaire international organisé à Gand les 12 et 13 novembre 2015, in the family and law series du Netherlands institute for law and governance book series, ed.Boom/Eleven international publishing, 2018
- Sociétés familiales : l'ère de l'héritage virtuel ?, in Léguer, Hériter, sous la direction du Professeur François Dubet, éditions La découverte 2016
- La transformation de la conception française de l'héritage par le recours à la technique sociétaire, pour l'ouvrage collectif « Patrimonium 2015 » sous la responsabilité du Professeur Charlotte Declerck de la faculté de droit de l'Université belge d'Hasselt, éd Die Keure, nov.2015
- Les contrats onéreux et les relations familiales : Vingt ans après... Mélanges en l'honneur du Professeur Francis Kernaléguen, sous la direction de Brigitte Feuillet et Véronique Bouchard, éd.PUR 2016
- Quelques incidences prévisibles en droit patrimonial de la famille du droit reconnu à l'associé nu-proprétaire sur les dividendes prélevés sur les réserves. Mélanges en l'honneur du Professeur Henri Hovasse, à paraître aux éd.Lexisnexis 2016
- Construction et acquisition par des époux séparés de biens , JCP N 1016, 1179
- Le preneur en infraction avec le contrôle des structures, Defrenois 15 nov.2015 p.1098
- Le recul de la prise en compte des transferts patrimoniaux non officiels par la jurisprudence actuelle, pour l'ouvrage collectif « Patrimonium » sous la responsabilité du Professeur Charlotte Declerck de la faculté de droit de l'Université belge d'Hasselt, éd Die Keure, nov.2014
- L'automobile du couple, Mélanges en l'honneur du Professeur Raymond Le Guidec, éditions Lexis Nexis 2014
- - Retraite et régime matrimonial de communauté, Mélanges en l'honneur du Professeur Gérard Champenois, éditions Defrénois 2012.
- -Les dépenses nécessaires du couple marié ou pacsé, JCP N 2014, numéro spécial du 1er Août 2014 p.6, pour les actes du colloque organisé à la faculté de droit de Nantes le 28 mars 2014, « Droit patrimonial de la famille : présent et devenir ».

- Commentaire des dispositions de la loi d'avenir agricole du 13 octobre 2014 concernant la réforme du contrôle des structures des exploitations. DP entreprises agricoles, Bulletin d'octobre 2014
- Commentaire du projet de loi de modernisation agricole en matière de contrôle des structures, DP Entreprise Agricole, Bulletin de décembre 2013
- -L'omniprésence de la famille au sein de l'exploitation agricole : une situation de fait encouragée par les règles de droit, in Dynamiques sociales et entreprises patrimoniales : regards croisés Europe/Magrebh, Actes du colloque de Marrakech des 6/7 décembre 2012, RJO N° spécial 2012
- Avantages indirects liés au logement gratuit d'un successible : plus de rapport sans intention libérale établie, JCP éd.N, 2012 , étude1187
- Entreprise familiale et crises de la famille, N° spécial de la RJO, juillet 2009
- Occupation gratuite d'un logement. De la dispense systématique de rapport au rapport systématique, JCP éd.N 2006, p.1148
- Franchissement des seuils du contrôle des structures en cas de polyculture, Dictionnaire permanent entreprise agricole, bulletin n°444, sept.2011 p.3
- Contrôle des structures : quelques précisions sur l'application du contrôle des structures aux opérations réalisées par les SAFER, Rev. Droit rural, mai 2008, p. 46
- Bail rural et contrôle des structures, JCP éd.N 2004, p.641
- Prix de réserve et retrait du bien dans les ventes aux enchères publiques de meubles, Defrénois 1995 p.641
- Le changement de signification du principe d'immutabilité des régimes matrimoniaux, JCP éd N 1994 p.111
- Le SIDA et la famille, in « Le SIDA, aspects juridiques » ouvrage collectif sous la direction de Brigitte Feuillet-Le Mintier, éd. Economica 1995

- Commentaires de jurisprudence:

➤ **en droit patrimonial de la famille**

- L'époux propriétaire du logement familial peut le donner avec réserve d'usufruit à son profit sans l'accord de son conjoint, à paraître au JCP N 2019
- Les créanciers de l'emprunteur peuvent poursuivre son conjoint survivant, attributaire de la communauté, note sous Cass.civ.1ere 5 décembre 2018, D 2019 p.627
- Absence de profit personnel, absence de récompense ; Note sous Cour de cassation, première Chambre civile, 13 décembre 2017,, JCPN 2018,1174

- Proportionnalité et saisissabilité des revenus professionnels du conjoint de la caution : consentir, c'est s'engager, commentaire de Com22 fév.2017, n°15-14915, JCPN 2017,1201
- Créances et récompenses liées à une acquisition : **l'exigence de la preuve, le sort des frais**, commentaire de Civ.1ere, 19 oct.2016 n°15-27387, JCP N 2016, 1341
- Immeuble commun devenu indivis après la dissolution du régime matrimonial : Précisions sur les indemnités réclamées à l'indivision par l'un des ex époux, commentaire de Civ.1ere, 24 sept.2014, n°13-18197, Lexbase,13 novembre 2014
- La discutable liberté du conjoint survivant de donner des parts sociales communes en valeur, commentaire de Civ.1ere 12 juin 2014 n°13-16309, Defrénois du 30 octobre 2014
- Rapport de somme d'argent : construire n'est pas acquérir, commentaire de Civ.1ere 14 mai 2014 n°12-25 735, Lexbase, juin 2014
- L'ouverture au public pendant le mariage, critère de la valeur commune d'un fonds de commerce de pharmacie, note sous Cass.civ.1ere, 4 déc.2013, JCP N 2014, 1099
- Précisions sur la notion de "circonstances économiques" ouvrant droit à révision de la soulte mise à la charge d'un copartageant , note sous Cass. civ. 1, 11 septembre 2013, n° 12-14.843, F-P+B Lexbase hebdo édition privé du 28 novembre 2013
- Mise à disposition d'un logement par des parents au profit d'un de leurs enfants : le risque d'un rapport à leur succession s'éloigne, note sous Civ.1ere 20 mars 2013, Lexbase hebdo édition privée du 20 mai 2013, n° Lexbase : N7195BTN
- Divorce d'un exploitant agricole ; Le fruit de la vigne, le travail de l'homme et autres biens, étude sous Civ.1ere 19 déc.2012, Defrénois 2013 , p.305
- En fait de meubles, possession vaut titre pour les concubins, note sous Civ.1ere 24 oct.2012, Defrénois 2013, p.18
- La réaffirmation de la distinction du titre et de la finance appliquée aux parts sociales acquises par un époux pendant le mariage, note sous Civ.1ere, 4 juillet 2012, D.2012, p.2493
- -Société entre époux communs en biens : la qualité d'associé ne dépend pas de la répartition des parts entre les conjoints, note sous Com. 15 mai 2012, D.2012.p.1856
- Plus de récompense due à la communauté pour les échéances d'un prêt prises en charge par l'assureur, note sous Civ.1ere 12 avril 2012, JCP N 2012, 1308
- Nullité d'une cession de parts de SCI consentie par l'époux associé, marié sous le régime légal, note sous Civ.1ere 9 novembre 2011, D.2012, p 483.
- L'assurance-vie contractée par un époux séparé de biens au profit de son conjoint ne saurait générer aucune créance entre époux, note sous Civ.1ere, 17 nov.2010, D.2011, p 732.

- Dispense de rapport à la succession des parents des frais de nourriture et d'entretien d'un enfant majeur. Note sous Civ.1ere, 3 mars 2010, JCP N, 7 mai 2010
- Emprunt contracté par un époux pour acquérir un bien propre : l'assurance d'un droit à récompense pour la communauté ? , note sous Civ.1ere, 3 février 2010, JCP N, 16 avril 2010, 1172
- Droits sociaux démembrés : l'absence de donation indirecte résultant d'une mise en réserve réitérée des bénéficiaires, note sous Com.10 fév.2009, D.2009 p.1512.
- Evaluation des créances entre époux : le nominal de l'avance, à défaut de profit subsistant, note sous Civ.1ere, 24 sept.2008, D.2008 p.3050
- L'intégration au passif commun définitif de l'emprunt contracté par un époux sans le consentement de son conjoint, note sous Civ.1ere, 19 sept.2007, D.2007 p.3112
- Successibles et ascendants bailleurs : le rapport des avantages indirects, note sous Civ.1<sup>ère</sup> 25 janv.2005, Revue des notaires 2005, n°3, p.9
- Article 1415 du code civil : de la saisissabilité des comptes de l'époux caution, note sous Civ.1<sup>ère</sup> 14 janv.2003, D. 2003 p.2792
- L'exploitation agricole attribuée préférentiellement à un héritier qui en est copreneur avec son conjoint ne doit plus être évaluée libre de bail, note sous Civ.1<sup>ère</sup> 11 déc.2001, JCP éd.N 2002 p.1522
- L'abandon de la dispense systématique de rapport des libéralités portant sur des fruits, note sous Civ.1<sup>ère</sup> 14 janv.1997, D.1997 p.607

➤ **en droit rural :**

- Le régime de déclaration préalable s'applique-t-il à la reprise pour exploiter par le conjoint nu-proprétaire ? commentaire de Civ.3<sup>e</sup> 21 mai 2014, DP Entreprise agricole 10 juin 2014 et Zoom du bulletin du Dictionnaire permanent de juin 2014
- Héritiers du preneur : attention aux exigences du contrôle des structures, note sous Civ.3<sup>e</sup>, 24 avr.2013, DP Entreprise agricole, Zoom du Bulletin n°464, juin 2013
- Contrôle des structures et reprise pour exploiter : la déclaration préalable est compatible avec l'éviction du preneur, commentaire de Civ.3<sup>e</sup>, 19 janvier 2011 (n°09-71248), DP Entreprise agricole, Zoom du Bulletin n° 438, février 2011.
- L'antériorité de la reprise d'un bien de famille sur la déclaration préalable, commentaire de Civ.3<sup>e</sup>, 10 nov.2010, DP Entreprise agricole, Zoom du Bulletin n° 436, décembre 2010.
- Pas de porte en matière rurale : vers moins de contrainte(s) ?, note sous Civ.3<sup>e</sup>, 16 sept.2009, JCP N 2009, p.1331.

- Faute d'action en nullité du bail rural, le défaut d'autorisation d'exploiter n'empêche pas la préemption du preneur, note sous Civ.3è, 20 avr. 2005, JCP éd.N 2005 p.2123

➤ **en droit des obligations, droit des biens, droit commercial**

- Le droit de l'usufruitier de donner à bail commercial des parcelles agricoles, note sous Civ.3è, 2 fev.2005, JCP éd.N 2005 p.1077
- Le conjoint du descendant de l'exploitant agricole peut exercer l'action de in rem verso s'il ne peut prétendre au salaire différé, note sous Civ. 1<sup>ère</sup> 14 mars 1995, D. 1996 p.137
- Conjoint de commerçant : l'exercice habituel d'une activité non commerciale exclut-il la qualité de commerçant ?, note sous Com. 4 oct. 1994, D.1995 p.456

• Chroniques de jurisprudence :

- « Famille et maladie », à la revue Médecine et Droit : 2006, p.11 ; 2003, p.54 ; 2000, p.9 ; 1999 p.4 ; 1998 p.7 ; 1996 p.17 ; 1995 p.21. Responsable de cette chronique pendant cette période.
- « Droit patrimonial de la famille » : RJO 1998 p.373 ; 1997 p.205 ; 1996 p.229 ; 1995 p.239

• Contribution au Dictionnaire permanent « Entreprise agricole » :

De 2006, à 2015 responsable de l'étude « Contrôle des structures » et de sa mise à jour mensuelle (commentaires des arrêts notables et des textes législatifs et réglementaires intéressant le contrôle des structures. Refonte périodique de l'étude).

- Organisations et Participations à des Conférences, séminaires, colloques :

- Intervention à l'AFDR Bretagne, La Gacilly, 16 septembre 2018, la commercialité en agriculture
- Intervention au colloque de Poitiers 15/16 mars 2018 sur l'avenir du foncier agricole: l'avenir du contrôle de la jouissance des terres agricoles
- Intervention au colloque de Nantes 23 mars 2018 sur le conjoint survivant : le logement du conjoint survivant
- Intervention à l'AFDR Bretagne : Le contrôle des structures depuis la loi d'Avenir, à Rennes le 5 juillet 2017
- Intervention sur La réforme belge du droit des successions : convergence et divergences avec le Droit positif français, dans le cadre d'un colloque de droit comparé organisé à l'université de Hasselt le 17 mars 2017
- Organisation et responsabilité scientifique d'un colloque consacré à La transmission de l'exploitation agricole, entre liberté et contraintes, faculté de droit de Rennes le 20 janvier 2017
  - Intervention dans le cadre de ce colloque : La liberté de transmettre sous les regards croisés du contrôle des structures et de la SAFER

- Présidence du colloque organisé par l'Institut international des vins de champagne sur « L'exploitation champenoise au centre des rivalités », à AY, le 8 décembre 2016
- Intervention sur « la cession de l'entreprise agricole sous le regard de la SAFER et du contrôle des structures », dans le cadre d'un colloque organisé par l'AFDR Bretagne sur la cession de l'entreprise agricole le 7 octobre 2016
- Intervention sur « faire évoluer le statut du fermage » dans le cadre du colloque organisé par l'AFDR de Bourgogne le 17 juin 2016, à Macon, pour les 70 ans du statut du fermage
- Intervention sur « construction et acquisition par des époux séparés de biens » dans le cadre du colloque Construire, acquérir en famille organisé à l'université de Nantes le 18 mars 2016
- Intervention sur « La transformation de l'héritage par le recours à l'interposition d'une société entre le défunt et ses héritiers » dans le cadre de la journée pour les sciences sociales du 11 décembre 2015 à la Bibliothèque nationale de France
- Organisation et responsabilité scientifique d'un colloque consacré au « Notaire et application du Droit rural aux relations entre bailleurs et preneurs », faculté de droit de Rennes le 10 avril 2015
- Intervention dans le cadre de ce colloque : Le preneur en infraction avec le contrôle des structures
- -Organisation d'une conférence du Professeur Raymond Le Guidec sur « Sécurité juridique et authenticité dans les actes du droit patrimonial de la famille » dans le cadre d'une remise de diplômes organisée pour les étudiants du Master II droit notarial le 24 octobre 2014
- Organisation et Responsabilité scientifique du colloque « Le notaire et l'application du droit rural au support foncier agricole, faculté de droit de Rennes, le 4 avril 2014.
- Intervention sur Les dépenses nécessaires du couple marié ou pacsé, dans le cadre du colloque organisé à l'occasion de la remise des Mélanges au Professeur Raymond Le Guidec : Droit patrimonial de la famille : présent et devenir. Faculté de droit de Nantes, le 28 mars 2014
- Intervention sur L'omniprésence de la famille au sein de l'exploitation agricole : une situation de fait encouragée par les règles de droit dans le cadre d'un colloque international sur les Entreprises patrimoniales et familiales à la Chambre de commerce, d'industrie et de services de Marrakech , le 6 et 7 décembre 2012.
- Conférence sur l'évolution récente de la notion d'activité agricole à l'occasion de la remise du diplôme du Master 2, Actualité juridique et comptable de l'entreprise agricole. Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, le 4 décembre 2011.
- Intervention sur le thème « Famille en crise et crise de l'entreprise familiale » dans le cadre d'un séminaire consacré à l'entreprise familiale, organisé par l'Institut de Gestion de Rennes (IGR-IAE), le 8 avril 2008.
- Intervention sur « les apports de la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 », colloque organisé par l'Institut notarial de l'espace rural et de l'environnement et la chambre des notaires de Côtes d'Armor, le 20 octobre 2006.



- Conférence sur « les baux ruraux et le contrôle des structures des exploitations agricoles » à l'invitation de la fédération de la propriété privée rurale du Morbihan, Janvier 2005.

#### - jury de thèse

- jury d'une thèse de doctorat soutenue le 19 décembre 2008 sur « Le contrat de révélation de succession », de Monsieur M-O Huchet, sous la direction du Professeur Philippe Pierre.

- jury d'une thèse de doctorat (soutenance prévue le 9 décembre 2016 sur « l'anticipation successorale », de Madame Marie Gayet, sous la direction du Professeur Philippe Pierre

#### Activité de direction de recherche :

- Pour la période 2004-2014, direction d'une soixantaine de mémoires en DSN (désormais rapports de stage) et M2 gestion de patrimoine essentiellement. Parmi ceux-ci, le rapport de stage de Morgane Lenezet consacré à « Divorce et liquidation judiciaire », soutenu le 25 octobre 2011 a obtenu le Premier prix (Prix Jean-louis Magnan 2012) du meilleur rapport de stage de DSN décerné par l'ARNU.

- Plusieurs directions de mémoires et rapport de stage en cours.
- Direction d'une thèse sur L'acquisition d'un bien immobilier eu Maroc (Mademoiselle Myriam Ghémame).
- Co-direction d'une thèse sur les modalités dans les libéralités (Monsieur Edouard de Rotrou)

#### Activités administratives et responsabilités collectives.

- Depuis septembre 2014 : Directrice du Master II droit notarial de Rennes
- Depuis janvier 2014 : Présidente du jury d'examen du module 1 « régimes matrimoniaux » au CFPN de Rennes-Angers
- Depuis janvier 2009, responsable de la 3<sup>e</sup> semestrialité du DSN et président du jury
- Depuis janvier 2006, Responsable pédagogique du Master 1 de droit privé, parcours droit notarial et président du jury
- Depuis 2007, Présidente d'un jury de soutenance des rapports de stage au CFPN de Rennes- Angers
- De 1998 à 2008, membre de la commission de spécialistes de droit privé de la faculté de droit de Rennes et depuis 2009, participation à 3 comités de sélection.
- Depuis 2005, membre de la commission pédagogique de la faculté
- De 1999 à 2009, membre du jury de l'examen de Premier clerc de notaire à l'école de notariat de Rennes

- Depuis 2002, membre du jury de l'examen d'entrée au CFPN de Rennes-Angers (Centre de Formation Professionnelle des Notaires).
- De 2004 à 2013, membre du jury pour le diplôme d'Etat d'assistant des services sociaux (épreuve de soutenance des mémoires)
- En 2007, membre du jury du CAPA (Certificat d'aptitude à la profession d'avocat)
- En 2007, Président du jury de l'examen de spécialisation des avocats de la Cour d'appel de Rennes en droit rural